

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 012/2023 – Synthèse du budget primitif 2023

L'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2015-992 du 7 août 2015, prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La commune dispose de trois budgets :

- Le budget général, qui retrace la plupart des activités communales (administration, services techniques, politique de l'enfance, culture, équipements sportifs, espaces publics, etc.),
- Le budget du camping de la piscine,
- Le budget de la base de loisirs de Clarens.

Les chiffres clés du budget 2023 sont les suivants :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Budget général	7 791 053.19	2 179 809	9 970 862.68
Camping de la piscine	58 446	28 108	86 553
Base de loisirs de Clarens	238 419	95 405	333 824

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_209-DE
Reçu le 07/04/2023

Le tableau suivant retrace les principales recettes et dépenses de fonctionnement du budget général :

Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement
Frais de personnel et assim.	Recettes fiscales
Fournitures, frais de gestion, etc	Excédent de l'année n-1 (report à nouv.)
Subventions et contributions à verser	Dotations et participations
Intérêts de la dette à échéance	Produits des services, etc.

En chiffres par chapitres de dépenses, le budget 2023 est le suivant :

Dépenses :

Section de fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2023
Charges à caractère général	1 887 995
Charges de personnel et frais assimilés	3 880 485
Atténuations de produits	35 000
Autres charges de gestion courante	901 223
Charges financières	50 009
Virement section d'investissement	729 206
Opérations d'ordre transfert entre sections	307 135
TOTAL	7 791 053

Section d'investissement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2023
Déficit d'investissement reporté	374 022
Dotations, fonds divers et réserves	-
Subventions d'équipement versées	97 200
Immobilisations incorporelles	10 000
Immobilisations corporelles	1 079 242
Emprunts et dettes assimilées	615 000
Opération d'ordre transfert entre sections	4 345
TOTAL	2 179 809

Les recettes du budget général par chapitre :

Fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2023
Atténuations de charges	70 000
Produit des services, domaine et ventes	319 800
Impôts et taxes	2 091 798
Impositions directes	3 241 984
Dotations, subventions et participations	1 054 099
Autres produits de gestion courante	78 000
Excédent de fonctionnement reporté	931 027
Recettes d'ordre	4 345
TOTAL	7 791 053

AR Prefecture047-214700528-20230406-2023_209-DE
Reçu le 07/04/2023**Investissement**

Libellé	Crédits ouverts au budget 2023
Dotations, fonds divers et réserves	796 375
Subventions d'investissement reçues	347 093
Emprunts et dettes assimilés	-
Produits de cession d'immobilisation	-
Recettes d'ordre	307 135
Virement section de fonctionnement	729 206
TOTAL	2 179 809

Les grandes orientations du budget général pour 2023 :

Le budget 2023 affichera une nouvelle fois une maîtrise des dépenses, en fonctionnement comme en investissement.

L'inflation, qui touche particulièrement les prix de l'énergie, a une forte répercussion sur les dépenses de fonctionnement. Cette situation contraint la commune à observer la plus grande rigueur.

Les investissements concerneront pour l'essentiel la deuxième phase des travaux d'aménagements urbains, autour de la place Jean Jaurès.

Aucun emprunt ne sera souscrit pour 2023. Le volume de la dette poursuit sa décrue. Il n'y aura également aucune augmentation des impôts communaux, pour la seizième année consécutive (ils ont baissé en 2014).

Les principaux investissements inscrits aux budgets pour 2023 :

- Travaux d'aménagements urbains phase 2 : requalification de la place Jean Jaurès
- Extension de réseaux
- Travaux d'accessibilité des bâtiments publics
- Renouvellements de matériel (services techniques, cuisine centrale, etc.)

Les chiffres clés de la dette :

Au 31 décembre 2022, le capital restant dû de la dette du budget principal s'élève à 5 591 057 euros. Il s'agit d'un montant un peu plus élevé que celui d'une commune classique, mais contenu pour une commune touristique.

En 2023, l'annuité de la dette s'élèvera à 672 712 euros, dont 610 469 euros en capital et 62 243 euros en intérêts. Au mois de décembre 2023, le capital restant dû s'élèvera à 4 980 588 euros.

Les chiffres clés de la fiscalité :

Les taux des impôts communaux n'augmenteront pas en 2023 :

- Taxe d'habitation (pour les résidences secondaires) : 16,52 %
- Taxe sur le foncier bâti : 49,70 %,
- Taxe sur le foncier non bâti : 59,14 %

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET

SÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 014/2023 – Subvention au complexe touristique de Clarens

Rapporteur : Monsieur Marquet

Le site de Clarens constitue avec l'établissement thermal et le golf un des équipements structurants de la politique touristique de la ville.

Toutefois, considérant les investissements nécessaires à l'ouverture de la seconde plage, et l'augmentation du fonctionnement induit, le budget annexe du complexe touristique de Clarens ne peut être équilibré sans une augmentation très élevée des tarifs. Cette augmentation compromettrait l'attractivité ainsi que l'avenir du site.

Aussi, Madame le Maire propose de voter une subvention de 16 034.37 € du budget général au budget annexe de Clarens afin d'équilibrer le budget 2023, les dépenses ne pouvant être financées sans une augmentation excessive des tarifs aux usagers.

La recette sera inscrite au compte 774 subvention exceptionnelle pour la somme de 16 034.37 € au budget Complexe touristique de Clarens.

La dépense sera inscrite au compte 6573641 « subventions aux budgets annexes et aux régies dotées de la seule autonomie financière » pour la somme de 16 034.37 € au budget principal.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET


SÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 015/2023 – Tarif d'entrée de la base de loisirs de Clarens

Rapporteur : monsieur Marquet

Le tarif d'entrée de la base de loisirs de Clarens, sur le complexe touristique, n'a pas augmenté depuis 2011.

Considérant l'augmentation des charges depuis 12 ans (salaires, prestations de service, fournitures...), Madame le Maire propose de passer le tarif d'entrée de 2,50 euros à 3 euros.

Madame le Maire rappelle que l'entrée est gratuite pour tous les enfants jusqu'à douze ans inclus et pour tous les habitants de la commune, quel que soit leur âge. Madame le Maire rappelle également que ce prix est journalier et qu'il s'applique uniquement durant la période d'ouverture à la baignade surveillée, de mi-juin à fin août-début septembre.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De fixer le tarif d'entrée de la base de loisirs de Clarens à 3 euros,
- De maintenir la gratuité pour les enfants de douze ans et moins et pour tous les habitants de Casteljaloux.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 016/2023 – Décisions prise par délégation du Conseil municipal

Rapporteur : monsieur Marquet

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 25 mai 2020.

Concessions dans le cimetière communal :

Parcelles dans cimetière :

Bénéficiaire : M. JOUVIN Christian

Durée : perpétuelle

Date : 15 Février 2023

Bénéficiaire : Mme DELORT Evelyne

Durée : perpétuelle

Date : 15 Février 2023

Bénéficiaires : M. LAFORGE Daniel

Durée : perpétuelle

Date : 28 Février 2023

Bénéficiaire : M. et Mme CHIARADIA Philippe et Anne-Marie

Durée : perpétuelle

Date : 08 Mars 2023

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_212-DE
Reçu le 07/04/2023

Bénéficiaires : M. BOULLY Antony et M. BOULLY Stevy
Durée : perpétuelle
Date : 09 Mars 2023

Bénéficiaire : Mme LAMARQUE Sylvie
Durée : perpétuelle
Date : 22 Mars 2023

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO



Le secrétaire de séance,
Gilbert MARQUET



DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUXSÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 017/2023 – Adhésion à un groupement de commandes départemental ENR-MDE (Energies renouvelables et maîtrise de la demande en énergie)

Rapporteur : monsieur Lafargue

Madame le Maire rappelle que TE 47 est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Fort de son expérience au sein du Groupement de Commandes régional pour l'achat d'énergie, TE 47 a décidé de créer un Groupement de Commandes départemental dédié aux énergies renouvelables et à la maîtrise de la demande en énergie.

Ce groupement permet d'améliorer l'efficacité technique et économique de ces achats.

Il est ouvert aux personnes morales suivantes :

- Personnes morales de droit public (collectivité territoriale, EPCI, syndicat mixte, établissement public...)
- Sociétés d'Economie Mixte
- Organismes d'habitations à loyer modéré
- Etablissements d'enseignement privé
- Etablissements de santé privés
- Maisons de retraites privées (EHPA, EHPAD, MAPA, MARPA, MAPAD...).

Quelques exemples d'actions : isolation des combles, achat de véhicules électriques...

TE 47 est le coordonnateur du groupement pour l'ensemble des membres.

Le coordonnateur peut être indemnisé de l'exercice de ses fonctions par les autres membres du groupement pour les frais occasionnés en termes de personnel et de matériel. Préalablement à l'accord de participation à chaque procédure de marché public ou d'accord-cadre, une estimation est établie par le coordonnateur et adressée aux membres du groupement.

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_213-DE
Reçu le 07/04/2023

La participation forfaitaire de chacun des membres du groupement est répartie entre les membres selon les règles définies préalablement au lancement de chaque consultation.

Il est prévu que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres soit celle du coordonnateur, soit du TE 47.

Madame le Maire propose d'adhérer à ce groupement et d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix dans le cadre de la commande publique,

Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée,

Considérant que le TE 47 sera le coordonnateur du groupement,

Considérant que ce groupement présente un intérêt pour la commune au regard de ses besoins propres,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'approuver l'adhésion de la commune de Casteljalous au groupement de commandes ENR-MDE en Lot-et-Garonne pour une durée illimitée,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer la convention constitutive du groupement ci-jointe et prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement,
- d'approuver que le TE 47 soit coordonnateur du groupement et avance notamment les frais liés aux procédures de marchés ou d'accords-cadres,
- d'approuver que la Commission d'Appel d'offres du groupement soit celle de TE 47,
- de donner mandat à madame le Maire pour décider de la participation de la commune à un marché public ou un accord-cadre lancé dans le cadre du groupement,
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET



CONVENTION CONSTITUTIVE

DU GROUPEMENT DE COMMANDE ENR-MDE EN LOT-ET-GARONNE

Préambule :

Les acteurs publics ou œuvrant dans un intérêt public en Lot-et-Garonne souhaitent se regrouper pour l'achat de fournitures, services, études et travaux liés au développement des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

La création d'un groupement à l'échelle départementale permettra à chaque acteur d'améliorer l'efficacité technique et économique de ses achats en bénéficiant d'une économie d'échelle et de mutualiser et massifier certaines actions à une maille géographique significative.

La création de ce groupement de commande et les actions qu'il portera résultent d'une démarche volontaire et participative de l'ensemble de ses membres.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention constitutive a pour objet de constituer un groupement de commandes (ci-après "le GROUPEMENT") sur le fondement des dispositions des textes régissant la commande publique et de définir les modalités de fonctionnement du GROUPEMENT.

Il est expressément rappelé que le GROUPEMENT n'a pas de personnalité morale.

Le GROUPEMENT n'est pas exclusif de la passation éventuelle de marchés en dehors de cette structure, ses membres conservant en effet la faculté de réaliser leurs achats sans recourir aux services dudit GROUPEMENT.

Article 2 : Nature des besoins visés par la présente Convention Constitutive

2.1. Nature des besoins

Le GROUPEMENT constitué par la présente convention constitutive vise à répondre à des besoins communs de ses membres dans le cadre de leurs actions en faveur du développement des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et des modes de gestion de l'énergie, en particulier :

1. Production d'énergie d'origine renouvelable, distribution et fourniture ou injection dans les réseaux,
2. Production, distribution et fourniture de chaleur et/ou de froid d'origine renouvelable,
3. Infrastructures ou équipements visant à réduire le recours aux énergies fossiles ou aux dérivés du pétrole pour la mobilité,
4. Planification et efficacité énergétique,
5. Stockage de l'énergie, gestion intelligente de l'énergie et autoconsommation (individuelle ou collective),

Les champs d'actions pourront concerner toute mission liée à :

- des prestations de service et de conseil,
- des études,
- des travaux
- l'exploitation d'équipements et infrastructures.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens des textes en vigueur relatifs à la commande publique.

2.2. Exemples d'actions

Les actions initiées dans le cadre du GROUPEMENT pourront être, et sans restriction d'usage, de nature suivante :

- Pour le point 1 : photovoltaïque, hydroélectricité, biométhane, biogaz, cogénération (action couplée avec le point 2), ...
- Pour le point 2 : bois-énergie, géothermie, thermovoltaïque, ...
- Pour le point 3 : mobilité électrique, mobilité au gaz naturel (GNV), mobilité au biogaz (bioGNV), mobilité à l'hydrogène, ...
- Pour le point 4 : efficacité thermique des bâtiments (isolation, huisseries, ...), outils informatiques (programmation, régulation, ...), outils de mesure (caméra thermique, ...), ...
- Pour le point 5 : stockage d'énergie intermittente, smartgrids, gestion locale de l'énergie intégrant une part d'autoconsommation, ...

Article 3 : Membres du GROUPEMENT

Le GROUPEMENT est ouvert aux personnes morales suivantes :

- L'ensemble des personnes morales de droit public : Etat, Collectivités territoriales et leurs groupements, Etablissements publics, Groupements d'Intérêt Public (GIP), ...
- Les personnes morales de droit privé suivantes :
 - Sociétés d'Economie Mixte, leurs filiales ou toute société dans lesquelles elles disposent de parts sociales,
 - Sociétés dans lesquelles le Sdee 47 dispose de parts sociales,
 - Organismes d'habitations à loyer modéré,
 - Etablissements d'enseignement privé,
 - Etablissements privés de santé,
 - Maisons de retraites privées (EHPA, EHPAD, MAPA, MARPA, MAPAD...).

Article 4 : Désignation et rôle du COORDONNATEUR

4.1. Le Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47) est désigné par l'ensemble des membres coordonnateur du GROUPEMENT (ci-après le "COORDONNATEUR"), ayant qualité de pouvoir

adjudicateur.

4.2. Dans le respect de la commande publique, les missions du COORDONNATEUR sont les suivantes :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- Définir et recenser les besoins en fonction des besoins définis par les membres ;
- Elaborer ou faire réaliser toutes études nécessaires ;
- Elaborer et faire valider par les membres les cahiers des charges des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés ;
- Etablir le règlement de la consultation et le faire valider par l'ensemble des membres ;
- Assurer l'envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence ;
- Convoquer et conduire les réunions de la commission d'appel d'offres ;
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence ;
- Procéder à la publication des avis d'attribution ;
- Signer et notifier le marché ou accord-cadre, chaque membre du GROUPEMENT, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution ;
- Si le montant du marché ou accord-cadre est supérieur au seuil de procédure formalisée, rédiger le rapport de présentation, signé par l'exécutif du COORDONNATEUR, et transmettre le dossier de marché ou d'accord-cadre au représentant de l'Etat aux fins de contrôle de la légalité avant d'être notifié ;
- En matière d'accord-cadre, conclure les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre, chaque membre du GROUPEMENT, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution ;
- Reconduire éventuellement de façon expresse le marché ou l'accord-cadre sur validation des membres du GROUPEMENT parties au contrat ;
- Résilier éventuellement le marché ou l'accord-cadre, sur validation des membres du GROUPEMENT parties au contrat ;
- Conclure des avenants éventuels aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du GROUPEMENT sur validation des membres du GROUPEMENT parties au contrat ;
- Gérer les précontentieux et les contentieux éventuels afférents à la passation des accords-cadres et marchés.

Le COORDONNATEUR s'engage également :

- à transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne ;
- à tenir à la disposition des membres les informations relatives à l'activité du GROUPEMENT.

De façon générale, le COORDONNATEUR s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les marchés et accords-cadres conclus dans le cadre du GROUPEMENT répondent au mieux aux objectifs de performance d'achat des membres.

Article 5 : Commission d'Appel d'Offres

La Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres est celle du COORDONNATEUR.

Son président désignera comme personnalité compétente un représentant élu de chaque membre du GROUPEMENT. Ceux-ci seront convoqués et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Pour les procédures formalisées, le comptable du COORDONNATEUR du GROUPEMENT et un représentant du service en charge de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres, lorsqu'ils y sont invités.

La commission d'appel d'offres peut également être assistée par des agents des membres du GROUPEMENT,

compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Article 6 : Missions des membres

Les membres s'engagent à :

- transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le COORDONNATEUR dans le cadre de chaque procédure ;
- respecter le choix du (des) titulaires(s) du (des) marché(s) ou accord(s)-cadre(s) correspondant à ses besoins propres ;
- communiquer au COORDONNATEUR leurs besoins en vue de la passation des marchés et accords-cadres ;
- assurer la bonne exécution des marchés portant sur l'intégralité de ses besoins, éventuellement ajustés en cours d'exécution ;
- informer le COORDONNATEUR de cette bonne exécution ou des problèmes rencontrés ;
- participer financièrement aux frais de fonctionnement du GROUPEMENT conformément à l'article 7 ci-après.

Article 7 : Frais de fonctionnement

7.1. L'adhésion des membres au GROUPEMENT est gratuite.

7.2. Le COORDONNATEUR pourra être indemnisé de l'exercice de ses fonctions par les autres membres du GROUPEMENT pour les frais occasionnés en termes de personnel et de matériel lorsque ces membres participeront à une procédure de marché public ou d'accord-cadre.

Préalablement au lancement de chaque consultation et à l'accord de participation d'un membre à cette consultation, une estimation des frais sera établie par le COORDONNATEUR et adressée au membre.

7.3. Les frais liés à la procédure de marché public ou d'accord-cadre dont les frais de publicité liés à la passation des marchés, les études et autres frais éventuels de fonctionnement sont supportés équitablement par chaque membre du GROUPEMENT ayant pris part à la procédure. Le COORDONNATEUR fera l'avance de ces frais.

7.3. Un titre de recettes sera émis à l'attention du membre par le COORDONNATEUR. Il adressera une demande de règlement chiffrée et tiendra à disposition des membres les pièces justificatives correspondant aux frais réels engagés.

Article 8 : Adhésion et retrait des membres

8.1. Adhésion au GROUPEMENT

Chaque membre adhère au GROUPEMENT suivant un processus décisionnel conforme à ses règles propres. Cette décision est notifiée au COORDONNATEUR.

L'adhésion des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment, mais il ne pourra prendre part qu'aux procédures de marchés publics ou d'accord cadre lancées par le GROUPEMENT après son adhésion.

La participation d'un membre à un marché public ou un accord cadre lancé dans le cadre du GROUPEMENT sera soumise à l'approbation de son assemblée délibérante ou de l'autorité à laquelle l'assemblée a donné délégation à cet effet.

8.2. Sortie du GROUPEMENT

Le présent GROUPEMENT est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du GROUPEMENT.

Le retrait d'un membre du GROUPEMENT est constaté par une décision selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au COORDONNATEUR. Quoiqu'il en soit, le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont le membre est partie prenante.

Article 9 : Modification de la présente convention constitutive

Les éventuelles modifications de la présente convention constitutive du GROUPEMENT doivent être approuvées par avenant par l'ensemble des membres du GROUPEMENT.

Article 10 : Durée du GROUPEMENT et prise d'effet de la présente Convention Constitutive

Le GROUPEMENT est constitué pour une durée illimitée.

La prise d'effet de la présente Convention Constitutive interviendra à compter de sa signature et dès réception par le COORDONNATEUR d'au moins deux (2) conventions individuelles signées par des membres.

Article 11 : Participation des membres à un marché ou accord-cadre

L'engagement d'un membre dans les marchés ou accords-cadres passés par le GROUPEMENT ne peut être effectif que :

- Postérieurement à son adhésion au GROUPEMENT, date de délibération du membre ou de signature par l'autorité à laquelle l'assemblée du membre a donné délégation à cet effet faisant foi,
- A partir du moment où le membre a fait acte de candidature antérieurement à la parution de l'avis d'appel public à la concurrence.

Article 12 : Capacité à ester en justice

Le représentant du COORDONNATEUR peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du GROUPEMENT pour les procédures dont il a la charge.

Il informe ou consulte les membres sur la démarche et son évolution.

Article 13 : Résolution de litiges

Tout litige pouvant subvenir dans le cadre de l'application de la présente Convention Constitutive relèvera de la compétence du tribunal administratif.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_213-DE
Reçu le 07/09/2023
sdee47

CONVENTION CONSTITUTIVE
GROUPEMENT DE COMMANDE ENR-MDE EN LOT-ET-GARONNE

Article 14 : Dissolution du GROUPEMENT

Le présent GROUPEMENT est dissout de fait en cas de retrait du COORDONNATEUR.

Le présent GROUPEMENT peut être dissout à la demande de ses membres, décidés à la majorité des deux tiers.

Toutefois, la dissolution ne peut intervenir avant le terme des marchés ou accord-cadre en cours.

A Agen, le 26 septembre 2018

Sdee 47

Le Président
Jean GALLARDO



Signature d'un membre

Membre :

La présente Convention Constitutive du GROUPEMENT a été approuvée le,
par « l'organe délibérant du membre ».

Fait à,

Le,

Signature pour « le membre » : (Structure, titre, nom, tampon)

SÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 018/2023 – Candidature à l'opération « RELUX 47 » proposée par le groupement de commandes départemental ENR-MDE (Energies renouvelables et maîtrise de la demande en énergie)

Rapporteur : monsieur Lafargue

Madame le Maire rappelle que Territoire Energie Lot-et-Garonne (TE 47) est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Au vu des enjeux concernant la transition énergétique, Territoire Energie Lot-et-Garonne (TE 47) a décidé de proposer à tous les acteurs publics d'adhérer à un Groupement de Commandes départemental ENR – MDE.

TE 47 propose une nouvelle action, RELUX 47, qui consiste à rénover l'éclairage de certains bâtiments publics suivants : les salles multisports ou gymnases, les salles des fêtes ou polyvalentes, les tribunes de stade, ou encore les ateliers municipaux.

En adhérant à ce dispositif, le but est de mutualiser les études, les achats et travaux afin de faire baisser les coûts d'acquisition et de prestations. L'objectif final est de réduire les consommations en rénovant l'éclairage intérieur de certains bâtiments.

A l'issue de la phase de diagnostic, la collectivité adhérente reste libre de réaliser ou non les travaux de rénovation d'éclairage. En cas de non-réalisation des travaux, elle restera redevable du montant pris en charge par TE 47 sur la base du marché de maîtrise d'œuvre pour le ou les diagnostics réalisés.

Madame le Maire propose d'adhérer à cette action et d'adopter la délibération suivante :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment son article 28,

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_214-DE
Reçu le 07/04/2023

Vu la loi n° 2010-788 Grenelle II du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV),

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix dans le cadre de la commande publique,

Considérant que la commune de Casteljaloux a adhéré au Groupement de Commandes départemental ENR – MDE,

Considérant que l'opération RELUX 47 présente un intérêt pour la commune au regard de ses besoins propres,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de faire acte de candidature au marché public lié à l'opération RELUX 47, lancé dans le cadre du Groupement de Commandes départemental ENR – MDE,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer tout document afférent à cette candidature,
- de préciser que le coordonnateur du groupement est Territoire Energie Lot-et-Garonne (TE 47), chargé à ce titre, de procéder, dans le respect des règles prévues par la réglementation en matière de marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres,
- de préciser que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution du marché sera celle du coordonnateur,
- de s'engager à exécuter, avec le ou les fournisseurs retenu(s), le marché public dont la commune est partie prenante,
- de s'engager, en cas de non réalisation des travaux à rembourser le montant pris en charge par TE 47 sur la base du marché MOE pour la réalisation du ou des diagnostic(s) réalisé(s),
- de s'engager à régler les sommes dues au titre de ce marché et à les inscrire préalablement au budget.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**SÉANCE DU 06 AVRIL 2023**

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 019/2023 – Avenant n°1 à la convention d'accompagnement à la transition énergétique avec Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47)

Rapporteur : monsieur Lafargue

Depuis fin 2021, TE 47 accompagne ses communes membres à la transition énergétique en leur proposant des prestations pouvant porter sur :

- Le conseil et l'accompagnement par un « Économe de flux »,
- Les audits énergétiques du patrimoine bâti,
- L'accompagnement spécifique au décret tertiaire,
- L'accompagnement au développement des ENR thermiques ou électriques,
- L'accompagnement au suivi de la qualité de l'air intérieur,
- Des prestations de traitement d'imagerie thermique par caméra et par drone.

TE 47 et la Commune ont ainsi signé une convention d'accompagnement à la Transition Energétique comprenant des annexes décrivant en détail les prestations, ainsi que les modalités financières applicables.

Le Service de Gestion Comptable d'Agen a signifié à TE 47 que l'ensemble des prestations facturées dans le cadre de ces conventions devaient être soumises à la TVA, quel que soit son exécutant (prestation interne de TE 47, comme prestation réalisée par un prestataire externe), ce qui nécessite d'ajuster par avenant chaque convention.

Cela représente une plus-value pour la Commune de 20 % sur le coût des prestations réalisées par TE 47 en interne.

Si la Commune refuse cette modification, la convention devra être résiliée.

Madame le Maire rappelle que la Commune est libre de choisir dans le panel de prestations proposées celles dont elle a besoin.

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_215-DE
Reçu le 07/04/2023

L'article 8 de la Convention (Conditions Financières) est remplacé par les termes suivants :

« Les conditions financières sont détaillées en Annexe 2 de la convention (« Conditions Financières au 19 décembre 2022 »).

Elles décrivent les conditions financières aussi bien pour les actions réalisées en interne par TE 47 que pour les actions réalisées par des acteurs externes en application des marchés publics conclus par TE 47.

Pour les actions réalisées par des acteurs externes, TE 47 percevra des frais de gestion pour couvrir les frais de suivi technique, administratif et financier des opérations. Ces frais de gestion s'élèveront à 4 % du coût HT des dépenses engagées.

L'ensemble des coûts des prestations réalisées dans le cadre de la Convention sera assujéti à l'application du taux de TVA en vigueur. »

L'annexe 2 est également modifiée pour préciser que les coûts unitaires proposés sont HT et que tous ces coûts sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la convention d'accompagnement à la transition énergétique signée avec Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'approuver la modification de la convention entre la commune et TE 47, portant sur un accompagnement à la transition énergétique et l'avenant n°1 correspondant,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer cet avenant ainsi que tous les documents liés à cette affaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET

Avenant n° 1
A la Convention d'accompagnement
à la transition énergétique
de Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne
à la Commune de xxx

Entre les soussignés

La Commune de représentée par, dûment habilité(e) à la signature de la présente par une délibération du Conseil Municipal en date du,

ci-après dénommée « **la Commune** »

Et

Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne, représenté par Monsieur Jean-Marc CAUSSE, son Président, dûment habilité à la signature de la présente par une délibération du Comité Syndical en date du 19 décembre 2022,

ci-après dénommé « **TE 47** »

Exposé des motifs :

PREAMBULE

Considérant l'enjeu que représente aujourd'hui la lutte contre le dérèglement climatique et la nécessité de diminuer le coût énergétique, la maîtrise de la consommation de l'énergie et le développement des énergies renouvelables sont devenus une préoccupation majeure pour toutes les collectivités.

La Commune a souhaité bénéficier de l'accompagnement de TE 47 à la mise en œuvre de la transition énergétique et signé la Convention d'Accompagnement à la Transition énergétique proposée par le syndicat (ci-après « la Convention »).

Le Service de Gestion Comptable (SGC) d'Agen nous a signifié que l'ensemble des prestations facturées dans le cadre de cette convention devaient être soumises à la TVA, quelle que soit son exécutant (prestation interne de TE 47, comme prestation réalisée par un prestataire externe), ce qui nécessite d'ajuster par avenant la Convention.

Aussi, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – MODIFICATION DES CONDITIONS FINANCIERES (ARTICLE 8)

L'article 8 de la Convention (Conditions Financières) est remplacé par les termes suivants :

« Les conditions financières sont détaillées en Annexe 2 de la convention (« Conditions Financières au 19 décembre 2022 »).

Elles décrivent les conditions financières aussi bien pour les actions réalisées en interne par TE 47 que pour les actions réalisées par des acteurs externes en application des marchés publics conclus par TE 47.

Pour les actions réalisées par des acteurs externes, TE 47 percevra des frais de gestion pour couvrir les frais de suivi technique, administratif et financier des opérations. Ces frais de gestion s'élèveront à 4 % du coût HT des dépenses engagées.

L'ensemble des coûts des prestations réalisées dans le cadre de la Convention sera assujéti à l'application du taux de TVA en vigueur. »

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES MODALITES FINANCIERES DECRITES EN ANNEXE 2

Le document « Annexe 2 : Convention d'accompagnement à la transition énergétique de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne aux Communes de Lot-et-Garonne – Conditions financières » est remplacé par le document « Annexe 2 : Convention d'accompagnement à la transition énergétique de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne aux Communes de Lot-et-Garonne – Conditions financières au 19 décembre 2022 ».

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Avenant n°1 entrera en vigueur à compter de sa signature par la Commune.

Fait en 2 exemplaires

A, le

Pour la Commune
Le/La Maire

Pour Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
Le Président

.....

Jean-Marc CAUSSE

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUXSÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 020/2023 – Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) – Route de Saint Michel de Castelnau Secteur de « Morey »

Rapporteur : Monsieur Doucet

La politique départementale pour les conditions de Défense Extérieure contre l'Incendie des nouvelles constructions a été renforcée.

Elle rappelle et précise dans son règlement que le Maire, chargé de la police administrative spéciale de la DECI, doit s'assurer de l'existence, de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau de la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre.

Le service de DECI est un service public. Le budget principal de la commune doit donc supporter la création, l'entretien, le renouvellement des points d'eau proprement dits (notamment les poteaux et autres bouches d'incendie).

L'absence de moyens de lutte dans l'environnement immédiat d'une future construction (en règle générale 200 mètres) conduit les communes à refuser les autorisations d'urbanisme.

Aujourd'hui, plusieurs projets sont à l'étude sur le secteur de « Morey », quartier non couvert par la DECI et dont le réseau d'eau existant est sous-dimensionné pour accueillir un point d'eau incendie.

Aussi, pour pallier ce manquement, M. CORBEFIN René propose de céder à la Commune pour l'euro symbolique un bout de terrain d'environ 100 m² (voir plan joint) afin d'y installer une réserve souple de 60 m³, alternative acceptée par le SDIS.

Tous les frais inhérents à cette transaction (géomètre, notaire...) seront supportés par la commune.

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_216-DE
Reçu le 07/04/2023

Considérant l'intérêt que présente cette opération pour la commune en matière de DECI,

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

- d'acquérir le terrain cadastré section I n° 507p, d'une contenance d'environ 100 m²,
- d'entériner la proposition faite au prix de un euro,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

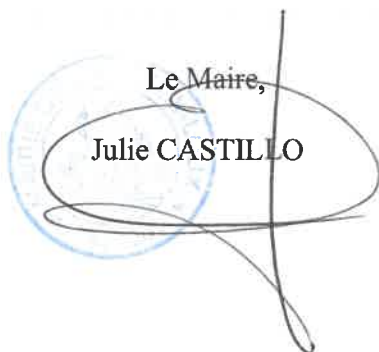
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET



AR Prefecture

047-210700528-20230406-2023_216-DE
Reçu le 07/04/2023

Département :

LOT-ET-GARONNE

Commune :

CASTELLANOU

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
AGEN
Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale Centre des Finances
Publiques 47921
47921 AGEN CEDEX 9
tél. 05 53 69 19 19 - fax
ptgc.470.agen@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

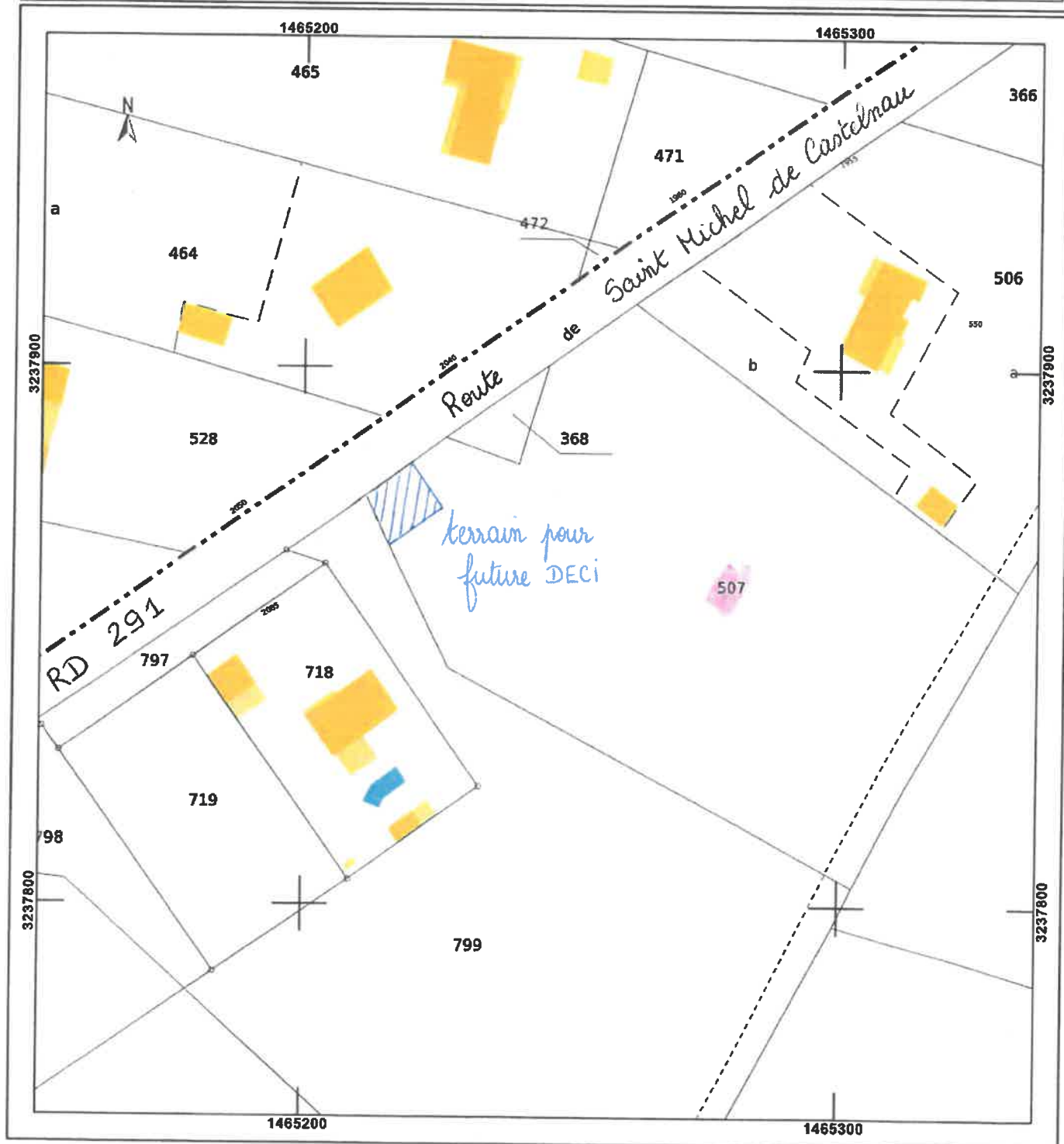
cadastre.gouv.fr

Section : I
Feuille : 000 I 02

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 16/03/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques



AR Prefecture

047-218700328-20230406-2023_216-DE
Reçu le 07/04/2023

Département :

LOT ET GARONNE

Commune :

CASTELJALOUX

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
AGEN

Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale Centre des Finances
Publiques 47921

47921 AGEN CEDEX 9

tél. 05 53 69 19 19 - fax
ptgc.470.agen@dgfip.finances.gouv.fr

Section : I

Feuille : 000 I 02

Échelle d'origine : 1/2500

Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 16/03/2023

(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44

©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 06 AVRIL 2023

Le six avril deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 30 mars 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme COSTA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme DE BRITO a donné pouvoir à M. DOUCET, M. REMAUT a donné pouvoir à M. ARZENTON, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir Mme DA COSTA FREITAS, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE,

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Objet : N° 021/2023 – Demandes de subventions dans le cadre du plan de soutien au milieu associatif

Rapporteur : monsieur Ducasse

Depuis la réunion du Conseil municipal du 5 juillet 2017, la commune poursuit un programme de soutien renforcé aux associations.

Les règles de ce soutien sont consignées dans un règlement d'attribution des subventions qui pose un cadre unique, explicite et clairement défini.

Sur le fondement de ce règlement et des critères d'attribution qui y sont définis, une commission ad hoc s'est réunie. Après avoir délibéré et analysé l'ensemble des éléments portés à sa connaissance, elle a fait les propositions de subventions suivantes :

Association	Niveau sportif	Budget total de fonctionnement	Montant de la subvention sollicité	Montant de subvention de fonctionnement proposé pour l'année 2023
ADMR		248 772	500	500
APEL Institution SAINTE Marie		1 801	270	270
Aïkido		2 230	300	300
Amicale laïque		6 700	2 000	2 000
ANACR			100	100
ARAC			100	100
Association du golf		60 629	5 000	5 000
Castel FM		130 566	4 000	3 000
CATM			160	160

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_217-DE
Reçu le 07/04/2023

Castel'Darts		1 576	300	300
Castel Gym		7 000	1 000	1 000
Club Athlétique Casteljaloux		3 960	1 270	800
Chœur D'avance		8 405	500	300
Chœur en harmonie		1 260	1 000	300
Ciné 2000			18 000	18 000
Club hippique		29 000	4 000	4 000
Coopérative scolaire maternelle			500	400
Coursayre Casteljaloux		2 729	1 500	1 500
Cyclo club casteljalousain	Régional	60 000	3 000	3 000
Egrégore		80 300	10 000	2 500
Football club casteljalousain	1ere Division départemental	30 605	7 000	7 000
Foyer socio-éducatif j Rostand		6 150	750	750
Handball club de Casteljaloux	Département	27 253	10 000	10 000
Judo club		7 530	1 500	1 500
Le cabanon de la piscine		29 173	500	500
Le Grand Bain (tiers lieu)			2 500	2 500
Le Souvenir Français			100	100
Les Amis de l'Harmonie		5 893	2 000	1 000
Les Joyeux retraités		49 842	1 000	500
Les pêcheurs de l'Avance		28 837	800	1 200
Les vieux moteurs gascons		9 289	1 500	500
Loisirs en Pays d'Albret			300	300
Les Z'Anim J		16 305	2 000	2 000
Médailleurs militaires			100	100
Mission locale de la Moyenne Garonne			22 000	22 000
Musik a l'avance		19 000	1 500	1 500
Pétanque casteljalousaine		12 976	2 000	2 000
Rando Castel		69 650	800	800
Rando de l'Avance		30 130	800	800
Sauvetage Prevention Secours		30 336	1 022	1 000
Société de chasse			1 550	1 550
Taridon s'éveille		2 175	250	250
Tennis club de Casteljaloux	Département	29 493	5 000	2 500
UFAC			210	210
ULAC			100	100
UNA		974 890	5 000	5 000
USC rugby	3ème club élite du Département	420 050	60 000	60 000
Western dance		4 472	300	300

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_217-DE
Reçu le 07/04/2023

Conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, les subventions votées d'un montant supérieur à 23 000 euros doivent faire l'objet d'une convention d'objectif.

C'est le cas de l'Union sportive de Casteljaloux rugby (USC). Madame le Maire propose donc d'adopter les conventions afférentes en annexe.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement d'attribution des subventions aux associations adopté le 5 juillet 2017,

Vu l'examen des demandes opéré le 9 février 2023 par la commission prévue à cet effet,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

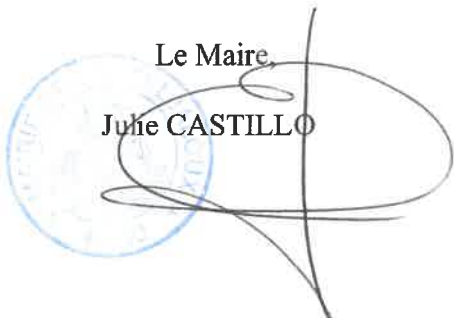
- D'octroyer les subventions de fonctionnement proposées au rapport,
- d'adopter la convention d'objectifs jointe en annexe et d'autoriser madame le Maire à la signer avec l'USC.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



Le secrétaire de séance,

Gilbert MARQUET



VILLE DE CASTELJALOUX

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC UNE ASSOCIATION SPORTIVE

Entre

La commune de CASTELJALOUX, représentée par son Maire, Madame Julie CASTILLO,
D'une part

Et

L'association Union sportive casteljalousaine rugby, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège est situé avenue de Lirac à Casteljaloux (n° SIRET 40283994800013) représentée par la où le représentant dûment mandaté

Monsieur ...

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association Union sportive casteljalousaine rugby pour promouvoir le sport auprès de la population conforme à son objet statutaire et considérant l'attachement de la commune à promouvoir le sport.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet défini en annexe 1 à la présente convention.

La commune contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2023 pour une durée d'une année.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

La commune contribue financièrement au fonctionnement de l'association pour un montant maximal de 60 000 euros, conformément au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 5 et 6 et des décisions de la commune prises en application des articles 7 et 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Ces montants prévisionnels sont versés selon les modalités suivantes :

- 100 % versés après décision du Conseil municipal, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement au budget primitif et du respect des engagements du club.

La contribution financière est créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

L'Union sportive casteljalousaine

L'ordonnateur de la dépense est le Maire

Le compte assignataire est le comptable public

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059)
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel
- le rapport d'activité

ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'association informe sans délai la commune de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'association en informe la commune sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la commune, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 pourra entraîner la suppression de la subvention. Tout refus de communication des comptes pourra entraîner également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La commune informe l'association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 - CONTROLE DE LA COMMUNE

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être effectué par la commune. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication pourra entraîner la suppression de la subvention.

La commune contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. La commune peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 – RENOUVELLEMENT – OPTION EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes.

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_217-DE
Reçu le 07/04/2023

ARTICLE 10 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 12 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 – RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Pour l'association

Pour la commune

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_217-DE
Reçu le 07/04/2023

ANNEXE I : LE PROJET

NOM DE L'ASSOCIATION : USC rugby

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : enseignement et promotion du rugby

Charges du projet	Subvention de la commune de Casteljaloux	Somme des financements publics (affectées au projet)
420 050€	60 000 €	Département € Autre € Commune 60 000 € Total €

A – objectifs

Promotion du sport et de ses valeurs, tout particulièrement le rugby.

Ecole de rugby

Participation au plan éducatif territorial (PEDT)

Promotion de la ville à travers le club, troisième du département

Création de lien social

B – publics visés

Tous les publics, des plus jeunes aux seniors.

C – localisation : quartier, commune, département, région

Casteljaloux, Lot-et-Garonne et habitants de tout le territoire de la communauté de communes.

D – moyens mis en œuvre : outils, démarche, etc.

289 adhérents, 33 dirigeants dont 11 éducateurs, 80 bénévoles, près de 232 joueurs, 15 entraîneurs, 3 représentants fédéraux, 10 éducateurs, 5 arbitres, 3 directeurs de match, nombreux déplacements en bus et avec bénévoles

AR Prefecture

047-214700528-20230406-2023_217-DE
Reçu le 07/04/2023

ANNEXE 2
BUDGET GLOBAL DU PROGRAMME D'ACTIONS
OU DE L'ACTION BUDGET 2023